

§ 3. De werkgever kan binnen de maand, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing tot opschorting of weigering van betaling van het geheel of een gedeelte van de subsidie, een met redenen omkleed beroep bij de Minister indienen via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft. Dat beroep is opschortend.

De administratie bericht ontvangst binnen tien dagen, onderzoekt het dossier en maakt het vervolgens aan de Minister over binnen een termijn van een maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep. De werkgever kan op eigen verzoek door de Minister of zijn vertegenwoordiger gehoord worden.

De Minister spreekt zich over het beroep uit binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst ervan.

De administratie geeft de werkgever, via elke verzending waarvan de datum bewijskracht heeft, kennis van de ministeriële beslissing binnen tien dagen na ontvangst ervan en deelt ze mee aan de « FOREm ».

§ 4. De termijnen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 worden opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

Art. 8. In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° voor het eerste lid wordt volgend lid ingevoegd:

« Het rapport bedoeld in § 1 heeft betrekking op de periode die van 1 juli tot 30 juni loopt. »

2° de woorden « van de maand september » worden vervangen door de woorden « van de maand maart »;

3° de woorden « uiterlijk 31 oktober » worden vervangen door de woorden « uiterlijk 30 april ».

Art. 9. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201707]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand

Le Gouvernement wallon,

Considérant le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, tel que modifié par le décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, le décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises et le décret du 20 février 2014 modifiant divers décrets en matière d'emploi, notamment les articles 17 et 48;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et portant exécution des décrets budgétaires relatifs aux années budgétaires 2012 et 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 26 avril 2013;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Wallonie, donné le 8 avril 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 1^{er} juillet 2013, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article. 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 3 juin 2004, du 7 juillet 2006, du 30 avril 2009, il est inséré un Chapitre IV^{bis}, après l'article 26^{ter} et intitulé comme suit :

« Chapitre IV^{bis}. — Anciennetés barémiques ».

Art. 2. Dans le Chapitre IV^{bis}, introduit par l'article 1^{er}, les articles 26^{quater} à 26^{octies} sont insérés comme suit :

« Art. 26^{quater}. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, fixer annuellement un montant visant à couvrir, pour les employeurs visés à l'article 3 du décret, le paiement des anciennetés barémiques de leurs travailleurs dont l'ancienneté pécuniaire est au moins égale à cinq ans.

§ 2. Par ancienneté pécuniaire, on entend l'ancienneté acquise par un travailleur à compter du 1^{er} janvier de l'année de prestations, de manière ininterrompue au service d'un seul employeur, quel que soit le type et le régime de contrat de travail, à l'exception du contrat de travail d'intérimaire.

Les interruptions inférieures à trois mois sont réputées ne pas interrompre le calcul de l'ancienneté.

En cas de cession d'entreprises ou de cession de points entre entreprises, l'ancienneté acquise par le travailleur chez l'employeur cédant est réputée acquise auprès de l'employeur cessionnaire.

Si une convention collective de travail sectorielle auquel est soumis l'employeur impose la prise en compte par l'employeur d'une ancienneté acquise auprès d'autres employeurs exerçant dans le même secteur, celle-ci entre en compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire au sens du présent article. Les anciennetés conventionnellement attribuées par l'employeur ne sont pas prises en compte.

Art. 26quinquies. § 1^{er}. Pour calculer le montant de l'intervention financière dans le paiement des anciennetés barémiques, le FOREm convertit le nombre de travailleurs visés à l'article 5, § 1^{er}, du décret, en nombre d'équivalent temps plein, ci-après dénommés « ETP » en tenant compte des éléments suivants :

1° le ou les régime(s) de travail du travailleur au cours d'une année civile;

2° le taux d'occupation du travailleur, tel que visé par l'article 26bis, et calculé sur base des états de salaire de l'année de référence;

3° le statut juridique du travailleur.

Lorsque le travailleur a été occupé dans plusieurs régimes de travail, tels que visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, au cours d'une même année civile, le FOREm détermine le régime de travail annuel en tenant compte du nombre de jours calendrier prestés dans chaque régime de travail, pondéré en fonction du nombre de jours calendrier par mois pour l'année de référence.

§ 2. Pour convertir le nombre en ETP pour un travailleur, la formule de calcul consiste à multiplier le taux d'occupation par 12/11^e pour les travailleurs soumis au statut d'ouvrier et par 12/12^e pour les travailleurs soumis au statut d'employé. Le résultat obtenu est multiplié par le régime de travail.

Le résultat du calcul ne peut dépasser un ETP annuel par travailleur.

L'avance prévue pour le premier mois d'occupation que l'employeur reçoit en application de l'article 26, § 2, alinéa 5, n'est pas pris en compte dans le calcul du nombre d'ETP.

Pour déterminer le montant annuel de l'intervention financière globale pour l'équivalent d'un ETP, les résultats du calcul obtenus pour chaque travailleur sont additionnés. Le montant de l'enveloppe budgétaire visé à l'article 26quater est divisé par le total des ETP ainsi obtenu.

Le FOREm détermine l'allocation financière liée aux anciennetés barémiques propre à chaque employeur sur la base de la formule de calcul suivante : le nombre d'ETP de l'employeur concerné multiplié par le montant annuel de l'intervention financière pour l'équivalent d'un ETP.

Art. 26sexies. § 1^{er}. Le FOREm adresse aux employeurs concernés un courrier ayant la date certaine, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de prestations, lequel reprend l'ensemble des éléments visés à l'article 26quinquies.

L'employeur dispose d'un délai de quinze jours calendrier à compter de l'envoi du courrier, cachet de la poste faisant foi, pour contester, par envoi recommandé, les éléments repris dans le courrier tel que prévu à l'alinéa 1^{er}. Passé ce délai de quinze jours, les éléments communiqués ne peuvent plus être contestés.

Le FOREm dispose d'un délai de quarante-cinq jours calendrier à compter de la réception de l'envoi recommandé pour répondre à la contestation de l'employeur.

§ 2. Le FOREm paie à l'employeur l'allocation financière pour les anciennetés barémiques, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année de prestations et fournit les documents justificatifs à la première demande de l'employeur.

Art. 26septies. Le contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur tel que défini à l'article 13bis est également d'application sur les allocations financières pour les anciennetés barémiques.

Art. 26octies. Dans le cadre de l'attribution des points en cas de remplacement, quand le travailleur, qui remplace temporairement un travailleur A.P.E. dont le contrat de travail est suspendu, ne peut justifier de tous les points utilisés par le travailleur remplacé et que la gestion des points telle que prévue par l'article 19, n'est pas possible, l'employeur est tenu de transmettre au FOREm au moment de l'engagement une estimation du coût effectivement supporté par l'employeur annuellement pour le travailleur remplaçant, et ce, selon le modèle déterminé par le FOREm.

§ 2. Le FOREm attribue alors un nombre de points équivalent avec le montant estimé du coût effectivement supporté par l'employeur figurant sur le document. La différence de points accordés entre le travailleur remplacé et le travailleur remplaçant est suspendue jusqu'au retour du travailleur remplacé ou jusqu'à ce que l'employeur demande une révision du nombre de points octroyés lorsque le coût effectivement supporté annuellement le justifie. »

Art. 3. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201707]

27 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011 houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië, het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen en het decreet van 20 februari 2014 houdende wijziging van verschillende decreten inzake tewerkstelling, inzonderheid op de artikelen 17 en 48;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en tot uitvoering van de begrotingsdecreten betreffende de begrotingsjaren 2012 en 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 26 april 2013;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 8 april 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 februari 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 februari 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2013, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, gewijzigd bij de besluiten van 3 juni 2004, 7 juli 2006, 30 april 2009, wordt na artikel 26ter aangevuld met een hoofdstuk IVbis, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IVbis. — Anciënniteitsschalen ».

Art. 2. In hoofdstuk IVbis, ingevoegd bij artikel 1, worden de artikelen 26quater tot 26octies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 26quater. § 1. De Regering kan voor de in artikel 3 bedoelde werkgevers jaarlijks en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een bedrag vastleggen ter dekking van de betaling van de anciënniteitsschalen van hun werknemers met een geldelijke anciënniteit van minstens vijf jaar.

§ 2. Onder geldelijke anciënniteit wordt verstaan de anciënniteit die vanaf 1 januari van het jaar van de dienstverstrekingen verworven wordt door een werknemer op ononderbroken wijze in dienst bij dezelfde werkgever, ongeacht het type en het stelsel van arbeidsovereenkomst, met uitzondering van de interimarbeidsovereenkomst.

Onderbrekingen van minder dan drie maanden worden geacht de berekening van de anciënniteit niet te onderbreken.

In geval van overdracht van bedrijven of van overdracht van punten onder bedrijven, wordt de anciënniteit die door de werknemer bij de overdragende werkgever verworven wordt geacht te zijn verworven bij de werkgever voor wie de overdracht bestemd is.

Als een werkgever krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst waaraan hij onderworpen is rekening moet houden met een anciënniteit verworven bij andere werkgevers die in dezelfde sector actief zijn, wordt die anciënniteit in aanmerking genomen bij de berekening van de geldelijke anciënniteit in de zin van dit artikel. De anciënniteiten die bij overeenkomst door de werkgever toegekend worden, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 26quinquies. § 1. Voor de berekening van het bedrag van de financiële tegemoetkoming in de betaling van de anciënniteitsschalen zet de « FOREm » het aantal werknemers bedoeld in artikel 5, § 1, van het decreet om in aantal voltijds equivalent, hierna « ETP », rekening houdend met de volgende elementen :

1° het (de) arbeidsstelsel(s) van de werknemer in de loop van een burgerlijk jaar;

2° de tewerkstellingsgraad van de werknemer, zoals bedoeld in artikel 26bis, en berekend op basis van de loonstaten van het referentiejaar;

3° het juridisch statuut van de werknemer.

Als de werknemer in de loop van hetzelfde burgerlijk jaar onder verschillende arbeidsstelsels werd tewerkgesteld, zoals bedoeld in het eerste lid, 1°, bepaalt de « FOREm » het jaarlijkse arbeidsstelsel met inachtneming van het aantal kalenderdagen gepresteerd onder elk arbeidsstelsel, gewogen naar gelang van het aantal kalenderdagen per maand voor het referentiejaar.

§ 2. Om het aantal in ETP om te zetten voor een werknemer, bestaat de berekeningsformule in de vermenigvuldiging van het tewerkstellingspercentage met 12/11de voor de werknemers onderworpen aan het arbeidersstatuut en met 12/12e voor de werknemers onderworpen aan het bediendenstatuut. Het behaalde resultaat wordt vermenigvuldigd met het arbeidsstelsel.

Het resultaat van de berekening mag niet meer bedragen dan één jaarlijkse ETP per werknemer.

Het voor de eerste tewerkstellingsmaand voorziene voorschot dat de werkgever overeenkomstig artikel 26, § 2, vijfde lid, van het besluit ontvangt, wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal ETP.

Om het jaarbedrag van de globale financiële tegemoetkoming voor het equivalent van een ETP te berekenen, worden de voor elke werknemer verkregen resultaten van de berekening opgeteld. Het in artikel 26quater bedoelde bedrag van de budgettaire enveloppe wordt gedeeld door het aldus verkregen totaal van de ETP.

De « FOREm » bepaalt de financiële tegemoetkoming i.v.m. de anciënniteitsschalen voor elke werkgever op basis van de volgende berekeningsformule : het aantal ETP van de betrokken werkgever vermenigvuldigd met het jaarbedrag van de financiële tegemoetkoming voor het equivalent van een ETP.

Art. 26sexies. § 1. De « FOREm » richt aan de betrokken werkgevers, uiterlijk 31 maart van het jaar na dat van de dienstverstrekingen, een schrijven met vaste datum waarin het geheel van de in artikel 26quinquies bedoelde elementen opgenomen is.

De werkgever beschikt over een termijn van vijftien kalenderdagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven, waarbij de poststempel bewijskracht heeft, om bij aangetekend schrijven de elementen aan te vechten die in het schrijven opgenomen zijn, zoals bepaald in het eerste lid. Na afloop van die termijn kunnen de overgemaakte elementen niet meer aangevochten worden.

De « FOREm » beschikt over een termijn van vierenvestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het aangetekend schrijven, om in te gaan op de betwisting van de werkgever.

§ 2. De « FOREm » betaalt de financiële tegemoetkoming voor de anciënniteitsschalen aan de werkgever uiterlijk 30 juni van het jaar na het jaar van de dienstverstrekingen en bezorgt de bewijsstukken op het eerste verzoek van de werkgever.

Art. 26septies. De controle van de kosten die daadwerkelijk gedragen worden door de werkgever zoals omschreven in artikel 13bis is ook van toepassing op de financiële tegemoetkomingen voor de anciënniteitsschalen.

Art. 26octies. Bij de toekenning van de punten in geval van vervanging, moet de werkgever, wanneer de werknemer die tijdelijk een A.P.E.-werknemer vervangt wiens arbeidsovereenkomst opgeschort is, niet het bewijs kan leveren dat alle punten door de vervangen werknemer zijn gebruikt en het beheer van de punten, zoals bepaald bij artikel 19, niet mogelijk is, bij de indienstneming aan de « FOREm » een raming overmaken van de kosten die jaarlijks daadwerkelijk door hem gedragen worden voor de vervangende werknemer. Daartoe gebruikt hij het door de « FOREm » bepaalde model.

2. De « FOREm » verleent dan een aantal punten gelijk aan het geraamde bedrag van de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten dat op het document vermeld staat. Het verschil van toegekende punten tussen de vervangen werknemer en de vervangende werknemer wordt opgeschort tot de terugkeer van de vervangen werknemer of totdat de werkgever verzoekt om een herziening van het aantal toegekende punten als de daadwerkelijk gedragen kosten zulks rechtvaardigen. »

Art. 3. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31208]

27 FEBRUARI 2014. — Ordonnantie betreffende de oprichting van een naamloze vennootschap actief in de sector van het personeels-beheer

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

- 1° « Regering » : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- 2° « ACTIRIS » : de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, zoals gereguleerd door de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;
- 3° « ATO » : dienst met afzonderlijk beheer als bedoeld door Hoofdstuk *Vibis* van de Ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

HOOFDSTUK II. — Oprichting van de naamloze vennootschap

Art. 3. § 1. De Regering wordt gemachtigd om, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen, en gezamenlijk met ACTIRIS een vennootschap op te richten die de rechtsvorm aanneemt van een naamloze vennootschap, met als maatschappelijke doelstelling, overeenkomstig de ordonnantie van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

- 1° het organiseren, ontwikkelen en aanbieden van uitzendarbeid, outplacementactiviteiten en van aanwervings- en selectieactiviteiten;
- 2° het aanbieden van ieder ander product en dienst inzake personeelsbeheer.

§ 2. In de oprichtingsakte van de vennootschap zal tevens worden bepaald dat zij alle activiteiten kan verrichten die rechtstreeks of onrechtstreeks bijdragen tot de realisatie van haar maatschappelijk doel en dit zowel in België als in het buitenland.

Art. 4. § 1. Minstens 20 werkdagen voor de oprichting van de vennootschap bij notariële akte, legt ACTIRIS een financieel plan ter goedkeuring aan de Regering voor dat meer bepaald het bedrag van het te storten kapitaal van de vennootschap vastlegt en verantwoordt, door inbreng in geld of in natura, door elk van de vennoot-oprichters, in naleving van artikel 440 van het Wetboek van vennootschappen.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31208]

27 FEVRIER 2014. — Ordonnance relative à la constitution d'une société anonyme active dans le secteur des ressources humaines

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

- 1° Le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale;
- 2° ACTIRIS : Office régional bruxellois de l'Emploi, réglementé par l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;
- 3° « ATO » : service à gestion distincte visé par le Chapitre *Vibis* de l'Ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

CHAPITRE II. — Constitution de la société anonyme

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à constituer, conformément au Code des sociétés, et conjointement avec ACTIRIS, une société prenant la forme juridique d'une société anonyme, ci-après dénommée la société, ayant comme objet social, au sens de l'ordonnance du 14 juillet 2011 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale :

- 1° l'organisation, le développement et l'offre de travail intérimaire d'activités d'outplacement et d'activités de recrutement et de sélection;
- 2° l'offre de tout autre produit et service en matière de politique et de gestion du personnel.

§ 2. L'acte de constitution de la société stipulera qu'elle peut en outre mener toute activité de nature à favoriser directement ou indirectement la réalisation de son objet social et ce, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Art. 4. § 1^{er}. Au minimum 20 jours ouvrables avant la constitution de la société par acte notarié, ACTIRIS soumettra à l'approbation du Gouvernement un plan financier qui déterminera et justifiera notamment le montant du capital de la société à souscrire, par apports en numéraire ou en nature, par chacun des associés fondateurs, dans le respect de l'article 440 du Code des Sociétés.